



Direction
des archives
de France

Service technique

Affaire suivie par

Poste AD/DEP 845

Références

Paris, le 15 avril 1999

La ministre de la culture et de la communication

à

Mesdames et Messieurs les préfets

- pour attribution -

Messieurs les présidents des conseils régionaux
(archives régionales)

Madame et Messieurs les présidents des
conseils généraux (archives départementales)

Mesdames et Messieurs les maires
(archives communales)

- pour information -

60, rue des Francs-Bourgeois
75141 Paris Cedex 03

Téléphone 01 40 27 60 00

Objet : Durée de conservation des dossiers présentés par les entreprises soumissionnaires qui n'ont pas été retenues.

Référence : Circulaire du Premier ministre du 30 décembre 1998 NOR : PRMW9803123C relative à la procédure de passation des marchés publics durée de conservation des dossiers présentés par les entreprises soumissionnaires qui n'ont pas été retenues (Journal officiel du 31 décembre 1998, p. 20167).

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la circulaire citée en référence parue au *Journal officiel* qui fixe **à cinq ans à compter de la notification du marché à l'entreprise retenue** le délai minimal pour la conservation des dossiers de soumission présentés par les entreprises non retenues dans le cadre des procédures de passation des marchés publics.

En outre, pour alléger le volume des documents à conserver, les administrations pourront, dès l'achèvement de la procédure de passation d'un marché, éliminer les pièces suivantes qui figurent dans le dossier de définition du marché :

- cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- cahier des clauses communes
- règlement de la consultation

Elles pourront également éliminer ou retourner aux entreprises concernées la documentation publicitaire figurant dans les dossiers de soumission.


Toutefois, et conformément à la réglementation sur les archives, ces éliminations ne pourront se faire sans l'obtention préalable du visa d'élimination du directeur des archives départementales.

En conséquence, et en application de l'article 16 alinéa 6 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publiques et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques, le directeur des archives départementales accordera son visa d'élimination aux demandes qui lui seront présentées par les services déconcentrés de l'Etat et des établissements publics pour les documents visés par la présente circulaire.

L'article 3 du décret n° 88-849 du 28 juillet 1988 relatif au contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales précise que "le visa du ministre chargé de la culture ou de son délégué (c'est-à-dire le préfet et par délégation le directeur des archives départementales) est requis pour l'élimination des documents des collectivités territoriales". En conséquence, le directeur des archives départementales accordera également son visa d'élimination aux demandes qui lui seront présentées par les collectivités territoriales et leurs établissements publics pour les documents visés par la présente circulaire.

Je vous remercie de transmettre cette circulaire au directeur des archives de votre département, qui m'informera de toutes difficultés d'application de ses prescriptions.

La ministre de la culture et de la communication et par délégation,
le directeur des Archives de France

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'P' followed by a series of loops and a final vertical stroke.

Philippe BELAVAL